

HOMMAGE AUX MORTS DE LA RUE
8 JUIN 2010
PLACE STALINGRAD

Mot Final

Nos célébrations d'hommage aux morts de la rue vont-elles cesser un jour ?

C'est la question que l'on peut se poser, car depuis 2002 nous avons la répétition régulière de ce rituel tragique.

Nous faisons mémoire des morts des six derniers mois et nous avons le sentiment insupportable, d'annoncer les morts des six prochains mois.

En général des célébrations manifestent un hommage aux victimes d'une catastrophe passée ou terminée telle que la Shoah, tel massacre ou des catastrophes de tous ordres.

Nous, nous perpéтуons notre litanie sans cesse chaque année.

Allons-nous donc toujours subir ce drame permanent de la société moderne avec le fatalisme qu'inspiraient au Moyen-âge ces fléaux récurrents, tel que la peste ou le choléra ou bien comme dans certains pays où on attend avec cette même résignation les catastrophes naturelles.

Non ! Nous ne devons pas céder à cette tentation, à ce fatalisme médiéval ou à cette résignation actuelle.

Où est notre responsabilité, nous citoyens lambda, où est notre combat, le combat de nos pairs qui ont lutté pour la liberté et la dignité de l'homme ?

Devons-nous accepter passivement avec ce même fatalisme ou cette même résignation que des personnes de la rue soient victimes de notre indifférence ? Qu'elles deviennent ces morts au champ de notre lâcheté, celle de ne pas crier au scandale ?

Alors pour se dédouaner on utilise des arguments médicaux ou psychiatriques « Ils étaient trop atteints pour qu'on puisse encore faire quelque chose pour eux » On entend dire ces temps-ci, que la grande exclusion serait une sorte de maladie incurable dont on finit par mourir inéluctablement. En disant : on ne guérit pas de la grande exclusion.

Il existerait donc une maladie isolable du contexte social, totalement différente de la pauvreté, de la précarité, de la marginalité, qui se caractériserait par la perte de tous liens : ces « fous de la rue » auraient perdu, sous l'effet de quelques traumatismes anciens, l'image même de leur corps, le sens de l'espace et du temps, le contact avec leurs semblables.

Cette image calamiteuse du « grand exclu » ne correspond pas à la réalité : elle transforme en pathologie, l'obligation où se trouvent des gens comme vous et moi de s'adapter à une vie coupée de tout, coupée de leurs semblables, hors du temps et de l'espace du citoyen ordinaire. Tous ceux d'entre nous qui rencontrent quotidiennement les personnes de la rue peuvent en témoigner.

Nous sommes bien placés, dans le Collectif Les Morts de la rue, pour savoir les ravages physiques et moraux que font la Rue et l'Exclusion, mais nous ne reconnaissons pas dans cette image caricaturale, stigmatisant, victimisante, l'immense majorité de ces personnes qui, dans leur diversité, malgré des parcours parfois catastrophiques, avec leurs forces et leurs faiblesses, étaient des hommes en devenir, comme nous tous.

Ceux qui sont morts et que nous célébrons ce soir, nous les avons connus vivants. Et aujourd'hui, nous leur devons, nous nous devons, de défendre, pour leur honneur et leur dignité, la véritable image, faite d'humanité et souvent d'un courage et d'une incroyable résistance, qu'ils ont laissé dans notre mémoire.

Ce n'était pas eux les malades, c'est notre société qui s'obstine à ne pas les voir tels qu'ils sont, ni meilleurs ni pires que nous. Il paraît qu'il y aurait plus de malades mentaux dans la rue que dans les maisons. Qui s'en étonnerait, s'il connaît les rudes et souvent dramatiques conditions de la vie à la rue ?

En ces temps de crise, la tentation est grande de se résigner à l'inégalité sociale, de céder au fatalisme. On ne retient donc que l'image calamiteuse des corps étendus sur le trottoir on fait un amalgame monstrueux des hommes et des femmes qui vivent à la rue, et on commet un déni d'humanité

Au nom de ceux qui sont morts, exigeons qu'on cesse de condamner les vivants à l'asile et à l'éternelle assistance. Exigeons que l'on redonne à ces personnes si diverses, progressivement et au cas par cas, autonomie, initiative, confiance en soi.

Cela passe d'abord par l'écoute et le dialogue, l'accompagnement, la mise en responsabilité, bref par la reconnaissance de leur dignité d'hommes et de citoyens comme tout le monde. Pour cela nos politiques doivent prendre en compte la réalité de la vie et ne pas limiter l'avenir de ces personnes avec des justifications économiques.

Ce soir pour notre énième célébration, pour Marcel, Luc Thérèse et les autres oserons nous quitter notre passivité face à ce scandale, oserons nous nous insurger face à l'injustice, oserons nous nous battre pour toutes ces personnes à la rue ?

Allons faire savoir nos gouvernants, nos élus qui ont notre voix pour diriger et légiférer en notre nom, que l'exclusion est un scandale qui devrait réveiller les consciences.

Alors je pose la question :

Où est notre conscience sociale ?

Paris le 8 juin 2010